

table ronde ■ table ronde ■ table ro

■ **Jean Foucambert** : On cherche qui a eu cette idée à l'AFL de prendre l'éducation populaire pour thème du Congrès !!!

Dans populaire, il y a peuple. Que met-on derrière ce mot ? En quoi a-t-on besoin d'une éducation populaire quand on a une éducation nationale ? Mais, rétorque-t-on, ce n'est pas la même chose... l'éducation nationale, c'est ce qui est à l'intérieur des institutions (scolaires, universitaires, etc.) alors que l'éducation populaire apparaît comme complémentaire de l'éducation nationale et concerne plus ce qui est au fil de la journée et de ce que les gens vivent. En lui apportant la part de subversion qui lui manque ? En œuvrant dans la même sens qu'elle car n'est-ce pas la classe dominante qui organise à la fois l'éducation nationale et son complément ?

J'habite une commune de banlieue qui a, depuis cette année, créé un cycle d'université populaire. La conférence inaugurale d'un philosophe portait sur la question de savoir si le peuple existe toujours. Question en sous-entendant une autre : y a-t-il toujours, à tout moment, un peuple ? Après avoir exposé toutes les conceptions, des philosophes grecs à celles des philosophes contemporains, l'orateur a terminé en disant qu'il y a peuple quand des gens s'indignent et le font savoir. Il n'y aurait peuple que dans la prise de conscience de l'intolérable et mobilisation. Donc, seulement à certains moments de l'histoire. J'ai posé une question portant sur le fait que depuis 150 ans, les gens qui se sont soulevés contre l'intolérable appartenaient essentiellement à une classe sociale et que, parler de peuple, n'est-ce pas une manière de regarder la société en faisant l'économie de cette notion de classe sociale ?

La 2^{ème} conférence a porté sur le rôle des intellectuels... de l'affaire Dreyfus à nos jours. La question, là encore, se pose de savoir si, quand on est de gauche, on peut faire exister cette catégorie d'intellectuels définie par la conférencière - dans une université populaire rappelons-le - comme les gens qui gagnent leur vie avec leur intelligence ! En créant

cette catégorie, n'est-on pas tout simplement dans la reconnaissance de l'effet de la division du travail.

Ces réflexions incitent à se demander quelle est la fonction de l'éducation populaire. A-t-elle pour objectif de lutter contre la division du travail et la séparation entre travail manuel et travail intellectuel ?

■ **Annie Lacroix-Riz** : Je vais intervenir sur ce qui m'a semblé important ou contestable dans l'intervention d'Antoine Prost, avec qui je suis en désaccord. On peut toujours évoquer le concept de peuple considéré alors comme un groupe dans lequel se trouve plusieurs classes sociales mais il est clair que donner une sorte de concept idéologique au terme de peuple n'a pas de sens. Étudier le vote du peuple allemand élisant Hitler, par exemple, c'est vérifier ce que sont les classes sociales, comment elles ont réagi à la crise, comment elles ont voté et se sont comportées face au pouvoir qui s'est installé, etc. et il est inutile d'idéaliser cette notion de peuple.

Antoine Prost dit à un moment que nous vivons « *une société de la mort des grands desseins* ». Il pense qu'il s'agit d'une mort définitive, comme un philosophe nommé Onfray, qui, dans un article du *Monde Diplomatique* de septembre dernier, faisait une approche critique très intéressante des philosophes qui ont soutenu, ou pas, le monde tel qu'il était, et qui termine sur le fait qu'on ne peut plus rien changer globalement et qu'on va se borner à des petits changements. Je pense que ce n'est pas pertinent. Prost décrit une situation dans laquelle nous sommes insérés depuis quelques décennies avec, sans doute, une intensité plus grande depuis 20 ans, qui ne correspond pas du tout, selon moi, à une stabilisation qui verrait les graves problèmes repoussés à notre périphérie, dans d'autres pays. D'où la disparition des grands desseins, chacun pouvant essayer de faire cesser l'invasion du discours utilitaire. Dans l'éducation populaire il y aurait une sorte de supplément d'âme contre le « *cerveau*

disponible de Coca-Cola » par exemple... Je ressens là ce que nous ressentons tous : cette impossibilité de réfléchir dans ce magma qui semble dire que tout le monde s'aime, que tout le monde peut vivre ensemble et qu'il ne reste que les rôleurs, démodés, qui ont une analyse de classe et veulent reconstituer un Eden impossible.

Prost dit à un moment que le conflit peut très bien ne pas être la lutte et qu'utiliser le concept de lutte c'est signifier que l'un des protagonistes doit disparaître. Comme historienne, je préfère les pratiques aux discours ou, plus exactement, confronter les pratiques aux discours. Antoine Prost est un historien de grande qualité. C'est aussi un homme politique qui, avec Rocard par exemple, pense que dans notre pays on peut régler les problèmes sans lutte. Ce faisant, il se trompe. Il reflète une position des intellectuels, en l'occurrence des historiens, qui pensent que l'histoire n'est pas l'histoire de la lutte des classes. Or, je pense qu'actuellement nous sommes dans une situation de lutte de classes dans laquelle il y a, comme cela s'est déjà produit, un grand vainqueur : les classes dirigeantes. Des historiens qui pourtant travaillent sur le long terme pensent, comme beaucoup de gens, que la situation est figée pour longtemps, que la transformation sociale est impossible sinon criminelle.

Quand il y a lutte entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, il est difficile pour la bourgeoisie de faire disparaître la classe ouvrière sauf à faire disparaître la branche sur laquelle elle est assise. On peut effectivement en détruire une partie (la Commune, la 1^{ère} guerre mondiale...) mais les impératifs de la plus-value demeurent... Le deuxième cas n'est pas entièrement vrai. Il peut effectivement y avoir une lutte de classes au terme de laquelle il peut ne plus y avoir de détenteurs des moyens de production et la classe bourgeoise peut disparaître sans pour cela imaginer la disparition des individus de cette classe.

A. Prost évoque le rôle de l'action catholique. J'ai personnellement étudié dans un ouvrage l'action catholique, du point de vue central (le Vatican) et du point de vue vernaculaire (l'application dans un certain nombre de pays, y compris le nôtre). L'action catholique au tournant du siècle et dans l'entre-deux guerres est une action d'une partie de la bourgeoisie spécifiquement vouée à conserver ses positions. Prost,

par exemple, rappelle le rôle de la JAC dans les milieux agricoles, de la JOC dans les milieux ouvriers. Il s'agit en réalité d'empêcher, après 1917, le basculement de masses populaires importantes vers des changements possibles. Toutes ces organisations sont des moyens typiques de lutte de classes afin que des couches sociales entières demeurent soumises à l'église et à cette fraction de la bourgeoisie qui se reconnaît dans l'église.

Voilà les remarques que je voulais faire. On ne fait de la bonne histoire qu'en partant des archives (et en particulier de celles qui ne sont pas destinées à la publication). Or dans ces archives, on ne voit que cela : la lutte des classes. Je ne peux pas souscrire à cette idée qu'on serait au terme d'une période historique et que toutes les classes sociales, dans nos « pays du centre » s'étant réconciliées, il ne nous resterait, mises à part quelques scories aisément résolues, que des petits projets individuels pour ceux qui ont besoin d'un supplément d'âme pour que cela aille mieux. C'est sans doute à un moment où les contradictions et les tensions de classes sont les plus aiguës, un camp l'ayant emporté sur l'autre, qu'on a le sentiment que les questions de classes ne se posent plus. C'est à ces moments là qu'il faut au contraire réfléchir à la situation.

■ **Loïc Lebars** : Je suis enseignant dans un collège de banlieue parisienne et je me suis intéressé à l'histoire du syndicalisme enseignant.

Le 3^{ème} mouvement évoqué par J. Foucambert existe et le fait qu'A. Prost ait occulté le syndicalisme révolutionnaire, alors qu'il est historien, est assez cohérent avec ce qu'il dit à la fin de son exposé sur l'éventualité de réels changements.

Cette recherche d'une autre culture et d'une autre éducation a existé à l'intérieur du mouvement ouvrier. Le syndicalisme révolutionnaire est né vers 1900/1910 de la rencontre des syndicats et des anarchistes. Ces derniers s'étant réfugiés en quelque sorte dans les syndicats du fait des lois destinées à les pourchasser, ont changé leurs doctrines et leurs manières d'envisager la lutte.

Pour eux, la société est divisée en classes et la classe ouvrière est exclue de cette société. Mais contrairement aux universités populaires d'alors et à l'école laïque récemment

instaurée qui visaient l'intégration de cette classe ouvrière dans la société, le syndicalisme révolutionnaire voulait profiter de cette exclusion pour faire autre chose : une culture qui soit proprement ouvrière parce que liée à l'acte productif et qui commencerait à dépasser cette division entre travail intellectuel et travail manuel.

Il est vrai que ce syndicalisme s'est surtout développé dans des métiers traditionnels dans lesquels les ouvriers gardent une maîtrise du processus de production et acquièrent une culture qui, selon le syndicalisme révolutionnaire, vaut bien la culture scolaire et universitaire à laquelle les ouvriers n'avaient d'ailleurs pas accès.

Étudier dans une association comme la vôtre, mais aussi dans le syndicalisme enseignant, comment ils voyaient les problèmes pourrait peut-être fournir quelques indications pour aujourd'hui. Au moins pour réfléchir à l'éducation populaire et notamment à cette liaison entre éducation et production actuellement totalement séparées, sans en nier les dangers tels que l'alternance proposée de nos jours.

Ce qui a mis un terme à l'élaboration théorique qui commençait dans des revues comme *La vie ouvrière*, c'est la guerre de 1914 puis la Révolution russe qui a été un aimant pour beaucoup de syndicalistes révolutionnaires. Il y a eu une résurgence, dans le Parti Communiste dans les années 1927/1932, à l'instigation de l'Internationale, des thèmes d'une culture prolétarienne - ouvrière et non pas populaire - inscrite dans un schéma de lutte des classes. Quelle éducation pour les enfants de la classe ouvrière qui ne fasse pas d'eux des transfuges mais des êtres capables de participer à l'émancipation ? L'idée étant d'instaurer par des organismes appropriés une éducation opposée à celle de l'école. Des enseignants communistes ont alors publié ce qu'ils ont appelé des « *Cahiers de contre-culture prolétarienne* ».

1936 et le Front Populaire ont été une rupture dans cette démarche et il s'est alors agi, comme l'a indiqué Antoine Prost, de « *se réapproprier le patrimoine* » et le mot « *populaire* » a remplacé celui d'« *ouvrière* » indiquant ainsi que le peuple devait acquérir une culture importée de l'extérieur et non pas née de sa propre expérience de la vie.

C'est tout un pan de l'histoire du mouvement ouvrier qu'il

faut redécouvrir si l'on veut réfléchir aujourd'hui à ce qu'on peut faire.

■ **Franck Poupeau** : J'ai fait ma thèse de sociologie de l'éducation avec Pierre Bourdieu, quelqu'un que Prost hait particulièrement (le premier article contre *La distinction* était dès la parution du livre l'œuvre d'Antoine Prost, dans *Esprit*, en 1970). L'entretien auquel nous venons d'assister m'a éclairé sur l'éducation populaire et sur le positionnement d'Antoine Prost.

Je ferai deux remarques pour défendre une hypothèse qui pourra apparaître comme paradoxale : l'éducation populaire telle qu'on en parle n'existe pas.

La première remarque consiste à préciser qui est Prost. Il n'est pas seulement un historien, c'est aussi un politique très situé, qui a participé à l'élaboration d'un politique éducative rocardienne qui promeut une vision consensuelle de la société, proche du christianisme social, allergique pour cela même aux analyses des militants pédagogiques œuvrant au sein du ministère de la « première gauche » de 1981 à 1983. Prost, très axé sur la croyance en une école républicaine libératrice ne peut admettre l'idée que les inégalités scolaires sont dues à des mécanismes de transmission - d'héritage culturel par exemple - occultés par le fonctionnement même de l'école. C'est important de savoir cela pour comprendre cet inconscient politique qui nous empêche de voir clair depuis 20 ou 30 ans dans les politiques de gauche à l'égard de l'école et de la culture en général. Ce n'est pas un hasard si c'est ce gouvernement-là que Prost a conseillé qui, à la fois, a fait une politique de démocratisation culturelle et scolaire ambiguë en maintenant un accès traditionnel à la culture classique légitime et une politique d'animation socioculturelle comme contrôle social, théorisée à maintes reprises.

Deuxième remarque : on ne peut pas comprendre les débats sans voir que ces définitions de la culture et de la politique scolaire sont des objets de luttes aux enjeux très forts. Par exemple, quand Prost est au ministère avec cette deuxième gauche, il se trouve confronté à Bourdieu qui fait un rapport très progressiste qui ne sera pas retenu. C'est donc par cette gauche moderne et modernisatrice qu'on arrive à maintenir deux choses opposées : cet accès à la grande culture et cette animation socioculturelle jetée cyniquement en pâture. Une

politique conservatrice et une politique soi-disant démocratisante de gestion du populaire comme moyens de résoudre les conflits au sein de la gauche.

Par conséquent, l'éducation populaire - moyen de transformation sociale ou aménagement du contrôle social - est un enjeu de luttes à la fois sur ce qu'est le peuple - je n'y reviens pas - et sur ce qu'est la culture. Prost a cité trois des forces qui participent à la définition de ce champ de luttes qui constitue l'éducation du peuple comme un enjeu, à savoir : le courant bourgeois républicain laïque qui se continue dans la social-démocratie, le courant bourgeois catholique très divisé lui-même et le mouvement ouvrier. Il est significatif qu'il ait occulté le syndicalisme révolutionnaire pourtant bien présent dans cette réflexion sur l'éducation populaire. C'est d'autant plus étonnant que Prost n'ignore pas que l'ensemble des savoir faire mis en œuvre par le Parti communiste et la CGT, majoritaires au sein du mouvement ouvrier après la guerre, ont été des savoir-faire utiles à l'organisation et qui ont remplacé les thèses de ce syndicalisme révolutionnaire. Après les échecs récents du mouvement syndical gestionnaire (sur les retraites par exemple) ce n'est pas un hasard si on revient sur ces thèses minoritaires et sur leur rôle émancipateur. Je rappelle le slogan de Pelloutier et des Bourses du travail : « *Instruire pour révolter* » et le projet de transformation sociale présente dans ce syndicalisme-là.

■ **Annie Lacroix-Riz** : Je ne suis pas d'accord avec l'idée d'un syndicalisme révolutionnaire, pur et dur, qui serait celui de Pelloutier, qui se serait dissous dans les avatars d'un syndicalisme gestionnaire et qui tenterait de renaître de ses cendres. Je crois qu'à la fin du 19^{ème} siècle, notamment avec Pelloutier et les Bourses du Travail, on est entré dans une lutte féroce à l'intérieur du mouvement ouvrier. Lutte entre le syndicalisme de Pelloutier, beaucoup plus gestionnaire que révolutionnaire qui s'est renforcé dans la lutte contre les guesdistes aux positions révolutionnaires. Il faut réfléchir à la capacité, de tout temps, des forces dominantes d'exercer une influence sur des fractions du mouvement ouvrier. Rappelons que Pelloutier, c'est Proudhon, c'est une part du mouvement ouvrier qui trouve que Badinguet, l'homme providentiel, c'est très bien. Au lendemain de la 1^{ère} guerre mondiale, je considère que la CGTU est largement l'héritière du

syndicalisme révolutionnaire. Une question se posait alors. Est-ce que le syndicalisme, à forte composante anarchiste, peut donner les moyens, seul, de changer la société, ou s'inscrit-il dans la perspective d'un projet politique de prise de pouvoir par le prolétariat ?

La question qui est posée aujourd'hui est de savoir comment une fraction du syndicalisme révolutionnaire, confrontée au blocage qui met les militants comme leur base dans la conviction qu'on ne peut plus rien faire, est amenée à devenir « gestionnaire ». Autrement dit, on n'est pas dans la résurgence d'un syndicalisme pur, à la Pelloutier, parce que tous les autres auraient failli mais ce qu'on peut appeler l'héritage du syndicalisme révolutionnaire a été très affaibli parce qu'une partie du syndicalisme révolutionnaire bascule dans le réformisme.

Qu'il s'agisse d'éducation populaire ou d'amener une fraction des non-privilegiés à prendre conscience de ce qu'ils sont, la question est : que sont capables de faire les dominants et que sont capables de faire les dominés, sachant que les détenteurs des moyens de production connaissent une situation favorable qu'ils n'ont jamais connue au 20^{ème} siècle et qu'on peut en déduire qu'on ne peut rien faire en dehors des projets individuels.

■ **Loïc Lebars** : Il faut ajouter que le syndicalisme révolutionnaire se voulait minoritaire. Conception élitiste de militants, ouvriers qualifiés ayant une place dans la production différente de celle des ouvriers d'usine, ayant la possibilité de s'éduquer et donnant une grande place, comme l'a rappelé Prost, à la formation professionnelle et culturelle individuelle. Ce syndicat avait atteint ses limites avant la 1^{ère} guerre mondiale et la crise à l'intérieur de la CGT a permis au gouvernement de disloquer le mouvement ouvrier. La guerre a révélé l'ampleur de la crise de ce syndicalisme qui souhaitait se suffire à lui-même, ne pas se mêler de politique et qui pensait que le combat devait être économique (d'où le thème de la grève générale). Cette crise s'est traduite par l'adhésion de la CGT à l'Union sacrée. Une minorité a résisté, confortée par la révolution russe. Est née l'idée nouvelle en France d'un syndicalisme de masse jusqu'à 1920 où la majorité réformiste a chassé la minorité révolutionnaire qui a créé la CGTU. Au sein de cette CGTU, les syndicalistes

révolutionnaires alliés aux membres du Parti communiste ont évincé les anarcho-syndicalistes. L'idée d'un syndicalisme révolutionnaire autonome et détaché du politique a disparu.

Le problème actuel n'est plus, hélas, dans cette distinction entre gestionnaire et révolutionnaire dans la mesure où on veut, par la concertation par exemple, impliquer la représentation syndicale dans l'application de contre-réformes.

■ **Franck Poupeau** : Une précision sur l'intérêt qu'il y aurait à s'interroger sur le syndicalisme révolutionnaire dans une réflexion sur l'éducation populaire. On peut effectivement considérer Pelloutier comme un gestionnaire mais il me semble que le terme ne convient pas. Créer une mutuelle, des bibliothèques, à un moment où il n'y a aucun droit et où les enfants des milieux populaires quittent l'école à 11 ans, cela s'inscrit dans un projet de transformation sociale révolutionnaire pour l'époque. Dans ce syndicalisme révolutionnaire, il y a une pédagogie politique que le syndicalisme d'aujourd'hui a oublié, occupé qu'il est de sa préservation et pas du tout de projet pédagogique.

À rappeler aussi que dans la situation actuelle où les dominants n'ont jamais été aussi forts, ces derniers disposent aussi des moyens symboliques de cette domination. Voir les phénomènes de concentration extrême dans les domaines de la presse, de l'édition et de la production culturelle en général. Et à cette domination symbolique ne s'oppose aucun contre projet utopique, ni politique, ni syndical.

■ **Jean Foucambert** : Il faudrait maintenant, et les questions de la salle pourraient nous y aider, voir d'abord si les différents courants politiques et syndicaux évoqués ont conduit à des formes identifiables d'éducation populaire et ensuite dans quels courants s'inscrivaient les mouvements et associations - la Ligue de l'enseignement, Peuple et Culture, etc. - qui se sont créés, qu'on connaît et qu'on associe à cette idée d'éducation populaire.

■ **Michel Baerer** : Je vous apporte d'abord le salut du G.F.E.N. puisque je suis membre du Bureau National. Il me semble qu'on peut distinguer le concept d'éducation populaire de celui d'éducation scolaire. C'est au 19^{ème} siècle que

se met en place ce système saugrenu qui consiste à enlever les enfants de la société et de les placer pendant de plus en plus longues années à l'école et à donner le primat, sinon l'exclusivité de l'éducation à l'école. Peut-on nous éclairer sur les motivations de ceux qui ont mis ce système en place et sur les réactions que cela a provoquées.

■ **Albert Sousbie** : Délégué de la Jeunesse au plein air. Un texte sous la direction de Franck Lepage qui cite Luc Carton, circule dans le milieu de l'éducation populaire dans le cadre d'une O.P.R. (offre publique de réflexion invitant la population à participer à un débat). Un retour y est fait sur « *les débuts mythiques de l'éducation populaire* » décrits comme la naissance du syndicalisme, dans les années 1860, permettant la circulation de l'information et une vision des choses avec l'idée de transformation. Pour Franck Lepage, il y a eu là véritable éducation populaire dans une vision du monde à partir des expériences qu'on en avait. Deuxième fait noté : il y avait une globalité syndicale, éducative, sanitaire, etc. qui ensuite a cessé.

■ **Pierre Choulet** : Il faut que Loïc Lebars nous parle de ces « *cahiers de contre culture prolétarienne* ».

■ **Gilles Mondémé** : J'ai l'impression que nous sommes tous d'accord pour dire que les dominants n'ont jamais autant dominé et autant persuadé les dominés de la légitimité de leur domination. Doit-on désespérer ou au contraire avoir de l'espoir dans la mesure où on a peut-être touché le fond et qu'il va peut-être sortir quelque chose de tout cela ?

Il manque une couche dans le feuilleté qui a été vu ce matin. On a distingué éducation populaire et éducation scolaire, on a parlé du syndicalisme enseignant, mais il manque l'aspect politique alors que rien n'est clair non plus de ce point de vue entre une gauche plus très à gauche et une extrême gauche très divisée et peu porteuse d'espoir. Notre place ? Nous sommes sûrement condamnés, selon la formule de Bourdieu, « *à jeter des grains de sable dans le jeu bien huilé des complicités résignées* » et je citerai aussi l'oxymore du livre de Bensaïd qui dit que pour l'instant, la révolution est une « *longue impatience* ».

■ **Alain Marteau** : Retraité de l'Éducation nationale et président départemental des Francas de Loire Atlantique. La dimension que je n'ai pas entendue est toute celle qui concerne le militantisme et le désintéressement et je me demande si la professionnalisation à outrance du social, du culturel et de l'éducatif ne contribue pas au naufrage de l'éducation populaire.

■ **Franck Poupeau** : J'avais l'intention de parler cet après-midi de cette professionnalisation. Il est paradoxal de penser qu'à un moment où tous les métiers de la culture, de l'animation et de l'éducation se sont professionnalisés sous l'impulsion de l'État (la création des politiques de la culture date des années 60) on pourrait leur demander d'agir dans un projet de transformation sociale, y compris contre l'État.

Sur la dimension politique oubliée ? Oui ! et je suis d'accord sur le rôle actuel des partis politiques et sur le phénomène de dépolitisation.

Sur éducation populaire et éducation scolaire ? je renvoie à Jean Foucambert et à son livre sur l'école de Jules Ferry.

■ **Annie Lacroix-Riz** : Je voudrais faire une remarque sur cette notion d'utopie dont on a parlé. Ce terme ne situe-t-il pas cette difficulté dans laquelle on se trouve ? Est-ce qu'un projet transformateur d'une société insupportable relève de l'utopie sachant que l'utopie est irréalisable ? Le fait même qu'on use de ce concept est significatif du verrouillage car venait-il à l'esprit d'un révolutionnaire entre 1917 et ces dernières décennies ?

Je le répète, je ne sais pas très bien ce qu'est l'éducation populaire. L'enseignante que je suis a une fonction dans son enseignement même qui consiste à montrer le monde tel qu'il est. Comment conjuguer une pratique scientifique et une pratique citoyenne et militante ? On est dans ma discipline - l'histoire qui est supposée dire ce qu'il s'est passé - dans une situation très marquée par le verrouillage dont je parlais. Une discipline dans laquelle est dissimulé aux enfants, aux lycéens et aux étudiants le monde tel qu'il est. Or, une des questions posées par ce Congrès ne peut-elle se résoudre à l'intérieur de l'école, compte tenu de la relative

indépendance dont disposent les enseignants ? Notre fonction n'est pas de procurer un supplément d'âme chez ceux qui sont sortis de l'école.

■ **Loïc Lebars** : Cela pose le problème de l'autonomie de l'enseignant au sein de l'institution. C'était une question au cœur des débats dans les années 1905/1910. Peut-on utiliser ou pas cette école ?

Pour l'histoire, par exemple, il y a une bataille qui n'a pas été menée jusqu'au bout. Cette autonomie existe à condition qu'il y ait un cadre qui permette d'intervenir. C'est la question des programmes... les manuels n'étant que le reflet des nouveaux programmes dans lesquels l'histoire sociale est pratiquement absente.

■ **Franck Poupeau** : Il faut aussi parler de la responsabilité des intellectuels. Quand il y a eu les réformes promues par Luc Ferry, alors au Conseil national des programmes (la première leçon du programme d'histoire en 4ème consacrée aux places boursières dans le monde... la sociologie de Bourdieu et l'école de la régulation supprimées du programme économique et social en terminale...) il n'y a eu aucune réaction des membres de l'enseignement supérieur et de la recherche. Il est vrai que ces milieux, du fait de l'origine sociale de leurs membres, ont toujours été conservateurs sauf à de rares moments et que la domination généralisée signifie qu'il y a toujours concentration de toutes les formes du capital. Quand les classes moyennes et populaires entrent dans les grandes écoles, on invente d'autres types de grandes écoles, internationales celles-là, onéreuses, moyens de reproduction qui se modifient sans cesse.

Est-ce que reposer la question de l'éducation populaire au sein de la fiction scolaire, avec son conservatisme et ses formes de sélection et de ségrégation qui se renforcent, a un sens ?

■ **Jean Foucambert** : Je voudrais répondre à Loïc. L'effort de l'AFL, au regard de l'éducation populaire, serait de dire par rapport à la lecture comment apprendre à regarder autrement les lignes pour pouvoir lire entre les lignes. Et ce faisant la recherche technique et la réflexion politique sont étroitement liées. ■■■■